

Brochure n° 3252

Convention collective nationale

IDCC : 1539. – **COMMERCE DE DÉTAIL DE PAPETERIE,
FOURNITURES DE BUREAU, DE BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE,
DE MATÉRIEL, MACHINES ET MOBILIER DE BUREAU
ET COMMERCE DE LIBRAIRIE**

■ *Journal officiel* du 15 décembre 2007

Arrêté du 10 décembre 2007 portant extension d'un accord professionnel conclu dans le secteur des commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, bureautique et informatique

NOR : MTST0773009A

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'accord professionnel du 20 avril 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie dans le secteur des commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, bureautique et informatique ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 21 juillet 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 4 décembre 2007,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, les dispositions de l'accord professionnel du 20 avril 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie, à l'exclusion :

- des mots : « et les actions de professionnalisation des contrats à durée déterminée » figurant aux premier et troisième alinéas et des mots : « ou

l'action » figurant au premier tiret du premier alinéa et aux deuxième et dernier alinéas de l'article 7.5 comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 981-7 du code du travail ;

- des mots : « entraînant une absence de plus de deux mois pour les contrats de six mois » et des mots : « entraînant une absence de plus de trois mois pour les contrats supérieurs à six mois » figurant à l'article 7.5 comme étant contraires aux dispositions du dernier alinéa de l'article L. 981-7 du code du travail ;
- des mots : « dans le second cas » figurant au début de la dernière phrase du deuxième tiret de l'article 8.3 comme étant contraires aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 982-4 du code du travail.

L'article 1^{er} est étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 122-26-4, L. 122-28-7, alinéa 6, et L. 225-26 du code du travail.

L'article 2 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 122-28-7 du code du travail.

L'article 6.1 est étendu sous réserve de l'application du dernier alinéa de l'article L. 933-1 du code du travail.

Le deuxième alinéa de l'article 6.7 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 931-20-2 du code du travail.

Le dernier alinéa de l'article 9.2 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 983-3 du code du travail.

Le dernier alinéa de l'article 9.3 est étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles D. 981-9 et D. 981-10 du code du travail, qui prévoient des plafonds de prise en charge en matière de formation des tuteurs.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord professionnel susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord professionnel.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 décembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'accord professionnel susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/26, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.